

# LE COURRIER ECONOMIQUE

DE LA CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE  
D'AGRICULTURE ET DES METIERS DE POINTE-NOIRE



N°6 Mai-Juin-Juillet 2018



**Grands Moulins du Kouilou**  
**Le pari du local**

**L'Apni, cap sur les services aux entreprises**

**CCIAM, une application mobile pour mieux informer ses usagers**

**ECOLE-ENTREPRISE**  
**L'INDISPENSABLE**  
**DIALOGUE**



**HOTEL 4 ETOILES**



191 Chambres, Piscine, Terrain de Tennis, Salle de Fitness, Jardin arboré de 2,5 hectares, Parking privé et surveillé, Salle de sport

**2 RESTAURANTS, 3 BARS**



Restaurant La Paillotte  
Restaurant



**BUREAUX, SALLES DE REUNION  
ET DE RECEPTION**



Espaces de bureaux à louer court, long & moyen terme.  
Salles de réunion & visio-conférence (8 à 500 pers). Evenementiel (mariage, anniversaire)

**ESPACE CO-WORKING**



Connexion Internet Haut Débit,  
Secrétaire, Salon, Café, Thé  
Eau à volonté,  
10.000 xfa / demi-journée  
15.000 xfa / journée

**Au coeur de Pointe-Noire, à 10min de l'aéroport**

Boulevard Général de Gaulle,  
angle rue Nguédi  
B.P. 709 Pointe-Noire

Tel: +242 22 294 12 51  
+242 05 511 84 84

Email: [secretariat.ebc@yattoo.com](mailto:secretariat.ebc@yattoo.com)



**Sylvestre Didier Mavouenzela**  
Président de la chambre consulaire de Pointe-Noire

## Renaissance

Conseil, formation, promotion des activités et défense des intérêts des acteurs économiques. Pour la chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire (CCIAM), cet éventail de missions a un socle : l'information déclinée sous plusieurs volets.

Ici et ailleurs, sa valeur est unanimement célébrée au point d'être considérée, par de nombreux spécialistes, comme l'or du 21<sup>e</sup> siècle. En attestent, les champions mondiaux des technologies de l'information et de la communication – Google, Apple, Facebook, - auteurs des performances financières record. Ainsi, se positionner par rapport à une activité, en appréhender les enjeux et en saisir les opportunités sont largement au prix de cette denrée. Pour la diffuser et la servir à ses bénéficiaires, notre institution s'est dotée de plusieurs outils. Le magazine *Le Courrier Economique* figure en bonne place dans cette panoplie variée. Las ! ces deux dernières années, votre magazine a manqué à l'appel. Et vous a sans doute manqué. Malmené, son business model a entraîné, dans sa tourmente, d'inextricables difficultés ayant plombé sa parution.

Mais parce que nous y tenons et que vous partagez cet attachement, nous avons résolu de faire revivre cette publication. Une nouvelle aventure qui ménage ses fondamentaux, mais qui tend aussi la main à la nouveauté. Ainsi, pour cette relance, c'est la diffusion numérique qui a été retenue. Le contexte et l'évolution des choses nous y ont incités. En effet, même si la religion du papier garde pour longtemps encore ses adeptes les plus zélés, notre continent -et le Congo ne déroge pas à la règle- se met progressivement aux nouveaux modes de consommation de l'information. Sa perméabilité croissante aux évolutions technologiques fertilisant le terrain de telles conversions. Par ailleurs, si l'ADN de votre magazine est resté en l'état, un lifting a tout de même fait évoluer

son architecture avec l'insertion de nouvelles rubriques et règles de présentation des sujets. Question de commodité visuelle, mais aussi d'aisance dans la lecture. Le spectre de la couverture reste, lui, national, même si les territoires de Pointe-Noire et du Kouilou y affirmeront une présence beaucoup plus marquée.

En lien avec ce credo, ce numéro vous propose un dossier sur l'école et l'entreprise dans notre capitale économique, Pointe-Noire. Ecole et entreprise appelées plutôt à officialiser leurs noces qu'à se contenter des joies éphémères d'un compagnonnage épisodique. Plus qu'hier, la situation actuelle nous le recommande. Tout le sens de cette modeste contribution à une problématique qui crée une rare convergence entre Etats, écoles, entreprises et sociétés civiles à travers le monde.



### L'Edito

De Sylvestre Didier Mavouenzela

**P.....3**

Grands Moulins du Kouilou, le pari du local

**P.....6-7**

Apni, cap sur les services aux entreprises

**P.....8-9**

SPAMS, au service de la sécurité routière et de la lutte contre la criminalité

**P.....10-11**

La RSE, un outil stratégique de management des entreprises

**P.....12**

Pointe-Noire, une croissance pleine de défis

**P.....13**

Mathurin Oboukangongo, du ciel à la terre

**P.....14**

Ecole-entreprise: l'indispensable dialogue

**P.....15**

Ecoles, le réveil?

**P.....16-17**

EAD, une diversification au service de ses étudiants

**P.....18-19**

L'exception Ucac-Icam

**P.....20-21**

Le Cefa en mécanique automobile se projette en centre de référence

**P.....22-23**

Compagnonnage consulaire

Trois ans d'une patiente transformation

**P.....24-25**

Parcours de l'entrepreneur

Doper la performance des dirigeants d'entreprise

**P.....26-27**

Chambre consulaire de Pointe-Noire

Une application mobile pour mieux informer ses usagers

**P.....28**

Le lac Iufua leba, la pépite qui sommeille

**P.....29-30-31**

Cinéma: Jeunes loups en quête de nouveaux horizons

**P.....32-33**



**DOSSIER  
ECOLE-ENTREPRISE**

**15**



**HAUT DE L’AFFICHE**

**6-14**



**CCIAM-ACTU**

**24-28**



**SOCIETE**

**29-30-31**



**CULTURE**

**32-33**

**LE COURRIER ECONOMIQUE  
DE LA CCIAM  
2018 N°06  
MAI-JUIN-JUILLET**

**LE COURRIER ECONOMIQUE**  
Le magazine fondé par Graca Cardoso  
Directrice générale de SBC  
Pour la chambre consulaire de Pointe-Noire

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
Sylvestre Didier Mavouenzela  
Président de la chambre consulaire de  
Pointe-Noire

**REDECTEUR EN CHEF**

Christian Massamba

**DEVELOPPEMENT & REALISATION**

Christian Massamba

**CONTRIBUTEURS**

Herbert le Pic

Charleime Ntadi

Jean Banzouzi

Brice Hervé Mampouya

Sylvestre Didier Mavouenzela

Christian Massamba

Naya Kartum Baba

Flora Mavoungou

Valrick Lamou

ThierryTéné

Rice Condi

Hélioth Bat

**CREDITS PHOTOS**

Valloni Sita

Landry Bild

Advy Mazelot

Christian Massamba

**PUBLICITE**

Flora Mavoungou

05 581 45 20

fmavoungou@cciampnr.com

**CONCEPTION ET REALISATION**

**GRAPHIQUE**

Landry Bild

06 528 88 89 / 04 441 1771

landry\_bild@yahoo.fr

sergeninga2014@gmail.com

AGRO-INDUSTRIE

# Grands Moulins du Kouilou

## Le pari du local

Nouvel acteur du marché de la production de la farine au Congo, les Grands Moulins du Kouilou veulent en rabattre les cartes. Stabilisation des prix, création d’un écosystème d’acteurs locaux ... les pistes sont légion.

Christian Massamba



C.Massamba

Salle de stockage de la farine

**A**vec son potentiel jugé prometteur, le marché congolais de la farine aiguise les appétits. Depuis juillet 2017, les Grands Moulins du Kouilou (GMK) ont signé leur présence sur un terrain de jeu où le protagoniste historique, la Minoterie du Congo (Minoco) joue des coudes avec les importateurs. Filiale du groupe Super market de l'homme d'affaires Amadou Niangado, GMK illustre un virage stratégique : le passage de l'importation à la production. Situé dans la zone industrielle de Vindoulou, à l'entrée de Pointe-Noire sur la Route nationale n°1, ce moulin, moderne, reste le navire amiral d'un vaste complexe industriel. Il comprendra à terme une usine de fabrication de pâtes alimentaires, une autre de papier hygiénique et une dernière, déjà active, de détergents.

Cette aventure, accompagnée par un pool bancaire officiant en République du Congo, a déjà mobilisé sur le seul volet minoterie des investissements tuoyant les 35 milliards de FCFA. Avec pour l'heure une production journalière de 250 tonnes, GMK visent les 60.000 t annuels. Et ainsi contribuer, aux côtés des 88 mille t de la Minoco, à la satisfaction de la demande nationale estimée à 130 mille t par année.

### Tous les segments de la demande

Farine boulangère (Super Tigre), pâtisseries (Dima) et biscuiterie : GMK a fait le pari de coller aux attentes de tous les segments de la demande de la farine au Congo. En dégainant, qui plus est, une politique de prix adaptée à la bourse des consommateurs.

Ce pari repose sur les épaules d'une équipe jeune éclairée par de vieux briscards. Ainsi du directeur général adjoint de l'usine, Jean -Pierre Bretaud, crédité de plus de 30 ans de métier. « C'est une nouvelle usine, avec des équipements à la pointe de la technologie. C'est passionnant comme challenge »,



**Amadou Niangado (gauche) et Syslvestre Didier Mavouenzela (droite) échangeant les parapheurs.**

témoigne-t-il. Sous sa responsabilité, une soixantaine de CDI dont l'âge moyen est de 23 ans et une trentaine d'emplois temporaires.

Des effectifs appelés à connaître une nette progression avec la montée en puissance de la production.

L'entreprise s'est rapprochée de la chambre consulaire de Pointe-Noire avec laquelle, via un accord signé le 21 février dernier dans ses installations à Vindoulou, elle discute des contours d'une politique de *local content* au bénéfice de sous-traitants industriels ayant par exemple fait leurs preuves dans l'industrie pétrolière ou du BTP. Dans la même veine, elle travaille avec le partenaire déjà évoqué à la mise en place à Pointe-Noire d'un centre de formation aux métiers de la boulangerie

### L'épine des importations

Dans cette belle symphonie dont les partitions s'écrivent au jour le jour, les risques de dissonances sont nombreux. A commencer par l'ouverture du robinet des importations de la farine, l'une des pires épines pour cette fragile industrie à peine sortie des limbes.

« Il faudrait que l'Etat protège l'industrie locale à travers le contrôle des importations. On y a mis de l'argent, il faut tout mettre en œuvre pour ne pas

ruiner cet investissement », plaide Wilfrid Emil Nganga Pouaska, responsable des ressources humaines, préoccupé par la préservation des emplois.

En attendant d'être fixé sur cette question et afin de limiter l'exposition à un marché congolais étriqué, l'état-major de GMK peaufine une alternative : prendre pied dans d'autres pays. « Des études ont été lancées au Cabinda et en RD Congo. On va se tourner vers les éleveurs pour la vente du son, le résidu de la farine destiné à l'alimentation du bétail », révèle Wilfrid Nganga.

### Amadou Niangado, à la force du poignet

**Quand il arrive au Congo à l'âge de 17 ans, nul ne peut imaginer que les frères épaules du jeune Malien -devenu Congolais- portaient un destin exceptionnel. Amado Niangado, aujourd'hui au sommet d'un empire en construction, fait rapidement la preuve de son flair. Il se lance dans la vente du prêt-à-porter dont les Congolais, réputés pour leur culte de l'habillement raffiné, sont si friands. Succès immédiat. L'homme sera plus tard l'un des grands importateurs du pays, notamment des produits de consommation courante (détergent, farine, savons, pâtes alimentaires etc). Il est déjà à la tête d'un groupe, Supermarket, qui affiche une excellente santé. De quoi nourrir de nouvelles ambitions. Et ce sera le saut dans l'industrie, qui marque un vrai tournant chez cet autodidacte. « Sa stratégie, révèle un collaborateur, c'est de produire sur place tous les produits qu'il importait ». Dans son viseur à un horizon pas très lointain, la mise en place d'une raffinerie d'huile.**

CM

## STRATEGIE

# Pour conforter sa trajectoire d'autonomie, l'Apni mise sur les services aux entreprises

Jetée dans le bain de l'autonomisation, l'Association Pointe-Noire industrielle (Apni) enrichit son ADN d'une expertise dans les services aux entreprises. L'année 2017 ayant validé ce cap, de nouvelles voies sont à l'étude.

## Rice Condi

**A** l'Association Pointe-Noire industrielle, il y a un avant et un après 27 décembre 2016. Ce jour-là, la structure vouée à l'émergence d'un tissu viable de PME/PMI au Congo, s'est vu doter d'un siège abritant sa délégation générale à la chambre consulaire de Pointe-Noire. L'opération, financée par Total E&P Congo et, dans une moindre mesure, par l'institution consulaire, signait l'ouverture d'une nouvelle ère pour cette organisation créée en 2003. Exit le confort douillet des apports de Total E&P Congo qui venaient couvrir les charges de fonctionnement. Place aux efforts de son expertise.

Mise sur les rails depuis 2015, la politique d'autonomisation a connu un léger coup d'accélérateur en 2017. L'accent a été mis sur la diversification des sources de financement du fonctionnement, avec une fixation sur le développement de services aux entreprises.

### Emblème Start PME

L'un des emblèmes de ce tournant aura été la mise en place d'un incubateur d'entreprises dénommée StartPME. En plus des formations, la structure

offre un espace de coworking doté de toutes les commodités- internet, bureau, photocopieurs etc.

---

### L'accent a été mis sur la diversification des sources de financement du fonctionnement

Fort de l'exploration de cette voie et, avant, de sa compétence éprouvée sur l'accompagnement des entreprises, l'Apni a pu attirer des bailleurs notamment le Pnud avec le projet du ministère de la Jeunesse et la Banque mondiale. Avec la première organisation, l'Apni a travaillé sur le projet de lutte contre la radicalisation de la jeunesse congolaise. En 6 mois, elle a formé 100 jeunes porteurs de projets aux fondamentaux de l'entrepreneuriat à qui on a octroyé des micro-crédits pour le démarrage de leurs micro-entreprises. Un soutien pérennisé grâce à la mise en place d'un dispositif de financement des primo-entrepreneurs en lien avec l'établissement de micro finance Crédit

Muprocom. Avec l'institution de Breton Woods, l'Apni a œuvré dans le cadre du Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE). Dans cette besace, il convient d'ajouter le programme Ofi (Office français de l'immigration et de l'intégration). Programme dans lequel l'entité pilotée par Sylvestre Didier Mavouenzela a assisté les migrants en situation de retour. Choix des activités, montage de business plans, financement, suivi : l'Apni a pu livrer des micro-entreprises clés en main.

« La coordination de ces projets et les prestations aux entreprises ont permis de compenser le recul de l'engagement des membres de l'Apni », note Kibelolo Massika, son délégué général.

Au titre de l'exercice 2017, cette approche s'est arrogé une part de 70% dans les ressources de l'organisation, quand la contribution des entreprises membres a dévissé de 30%.

---

**Choix des activités, montage de business plans, financement, suivi : l'Apni a pu livrer des micro-entreprises clés en main**



C. Massamba

Réception d'un porteur de projet

### De nouvelles pistes

Encouragés par les résultats prometteurs de cette première année, l'Apni veut aller loin. Pas encore abattues, de nombreuses cartes sommeillent dans la manche. Une possible montée en puissance dans l'intermédiation financière (à travers le fonds de garantie) ? Le saut qualitatif dans le renforcement des capacités techniques et managériales (à travers les centres de gestion agréés) ? La

mise sur pied d'un centre de ressources ? Une certitude pour l'heure : la volonté de devenir un acteur de premier plan. « Nous voulons être la locomotive des structures d'appui au tour des dispositifs qui accompagnent les entreprises. Ce, grâce à l'installation des CGA dans toutes les localités présentant des opportunités entrepreneuriales et l'élargissement de la toile d'incubateurs », rêve Kibelolo Massika.

### Un fonds de garantie au service du développement des entreprises

C'est sur un socle de quatre missions que l'Association Pointe-Noire industrielle repose son action : renforcement des capacités (gestion, management), accès à l'information économique, à la formation et au financement. Sur l'axe financement des entreprises, l'Apni s'est dotée d'un fonds de garantie, initialement fonds d'investissement. A ce jour, le volume des crédits garantis est de 227.500.000 FCFA. Le pic de l'engagement auprès d'une entreprise a été de 100 millions de CFA et le plus faible engagement de 3.500.000 FCFA. Dix entreprises des secteurs d'activité les plus divers ont pu bénéficier de ce dispositif.

RC



Advy Mazelot

Visite du nouveau siège de l'Apni à l'occasion de son inauguration



C. Massamba

Parc d'exposition des véhicules d'occasion

# Spams, au service de la sécurité routière et de la lutte contre la criminalité

ZZ. Deux lettres pour une avalanche de récriminations. La société des plaques, accessoires et multiservices (Spams) chargée de la pose de cette immatriculation provisoire voit sonner l'heure de la pédagogie. Sur son action et ... ses bienfaits.

**Flora Mavoungou**

« Les gens ne connaissent pas ce que nous réalisons en amont ; ils nous jugent par rapport à l'immatriculation ZZ ». En ce mois de janvier 2018, Richard OkieSSI, patron de la société des plaques, accessoires et multiservices, est monté au front. Dans sa ligne de mire : les aprioris fatals à l'image de son entreprise.

Laquelle, rappelle-t-il, constitue un précieux dispositif en matière de sécurité routière. A l'appui de cette affirmation, les missions assignées à cette entité au terme d'une concession de service public. Notamment la traçabilité des véhicules importés et la lutte contre la criminalité liée aux véhicules volés.

L'intérêt pour cette question remonte au début de la décennie 2000. En 2003, le gouvernement avait publié un décret (2003/61 du 8 mai 2003) portant réglementation de l'immatriculation des véhicules automobiles. Les pouvoirs publics répondaient là aux engagements internationaux. « C'est en 2011 et au regard de nos atouts technologiques que notre société a été choisie pour répondre à ce défi », précise le numéro un de

Spams. Elle va travailler sur trois axes : les activités avant l'arrivée du navire, les activités à l'arrivée du navire et les activités de gravure et de pose des plaques d'immatriculations en série zz. « Cette pose s'effectue après toutes les formalités d'enlèvement portuaire et douanière. C'est le dernier indice de traçabilité », spécifie Richard OkieSSI.

## Fruits

A l'état-major du concessionnaire, on se félicite des fruits de l'action engagée depuis 2011. Pêle-mêle : la chute du phénomène de sorties illicites des véhicules importés au Port autonome de Pointe-Noire ; la maîtrise du trafic des importations des véhicules ; le tarissement de leur vol ; la fin de la circulation des véhicules avec des immatriculations étrangères ou sans immatriculations. De même, le système Spams permet d'enrayer certaines irrégularités. L'importation des véhicules au nom de certaines autorités, l'identification des cas d'importation des véhicules de même type, de même marque portant le numéro de châssis identique sont cités. Résultat, le bureau central national d'Interpol (Organisation internationale des polices) en a fait un allié de poids dans le cadre de l'attribution du quitus Interpol, sans quoi aucun véhicule ne peut prétendre sortir du port.

De janvier 2012 à décembre 2017, le nombre de véhicules volés identifiés grâce au travail conjoint Spams-Interpol s'établit à 976 sur 139 mille 488 véhicules identifiés et immatriculés par la Spams.

## Nouveaux projets

Pour mieux valoriser son travail, la Spams envisage la mise en œuvre de deux projets ayant déjà reçu le feu vert des autorités. D'abord, le fichier national des immatriculations (FNI). Une base de données centrale et unique des véhicules capables de fournir en temps réel et à tout moment des informations no-

minatives sur les véhicules et leurs propriétaires. Objectif, permettre pour tout usager, l'identification et le contrôle de tous les véhicules en circulation sur le territoire national. Ensuite, le parc tampon sécurisé(PTS). Exigence d'Interpol, cet espace est destiné à recevoir tous les véhicules importés y compris tous ceux

présumés volés et regrouper l'ensemble des services publics et privés intervenant dans la chaîne d'importation des véhicules. Enjeu, effectuer toutes les formalités portuaires et douanières sur un même site. Ce parc aura l'avantage de réduire le temps d'accomplissement des formalités et d'endiguer le vol des

accessoires des véhicules automobiles et tout autre objet importé. Mais ce dont la Spams se flatte le plus, c'est l'accroissement et la sécurisation des recettes liés à cette innovation.

**DE-NETWORK**  
Société de Veille Technologique

|                           |                      |                             |                         |
|---------------------------|----------------------|-----------------------------|-------------------------|
| Informatique              | Réseau-Télécom       | Videosurveillance           | Formations              |
| Gestion de nom de domaine | Intégration systèmes | Infogérance infrastructures | Sécurité anti-intrusion |
| Audit & conseil           | Conception web       | Call Center                 | impression tout support |

SAV: +242 06 646 38 38 | <http://support.de-network.net>

### SOLUTION DE BOUT EN BOUT

- Par secteur d'activité ;
- Par secteur d'application ;
- Pour entreprise de petite taille ;
- Pour entreprise de taille moyenne ;
- Système de grande taille ;
- Sécurité en tant que service.

### NOTRE GAMME DES SOLUTIONS DE GESTION INTEGREE

ANTI-INTRUSION    QHSE    COMMUNICATION



RCCM: CG/PNR/09B1030 | NIU: M2010110000574091  
+242 057 450 093 | [contact@de-network.net](mailto:contact@de-network.net) | [www.de-network.net](http://www.de-network.net)  
Avenue de la frontière, arrondissement 6 Ngoyo, BP : 5650  
Pointe-Noire, République du Congo

# La RSE, un outil stratégique de management des entreprises

D’après la norme ISO 26000, la responsabilité sociétale d’une entreprise (RSE) est celle qui a trait à l’impact de ses décisions et activités sur la société et l’environnement. Elle doit se traduire par un comportement éthique et transparent.

Thierry Téné \*

La RSE contribue au développement durable y compris à l’amélioration de la santé. Toute entreprise responsable doit être en conformité avec la législation nationale et les normes internationales de comportement. L’engagement dans un processus de RSE signifie son intégration dans l’ensemble du business model de l’entreprise. Enfin, la spécificité d’une politique de Responsabilité Sociétale pour une entreprise c’est la réponse aux attentes des parties prenantes internes et externes.

D’un point de vue opérationnel, la RSE s’articule autour de 7 questions centrales à savoir : gouvernance, droits de l’homme, relations et conditions de travail, environnement, loyauté des pratiques, questions relatives aux consommateurs, communautés et développement local. Malgré l’importance de cette problématique pour le management moderne des entreprises africaines, peu de dirigeants positionnent la RSE comme un outil de pilotage de leur business.

Pourtant le contexte africain est actuellement marqué par la fin des monopoles et une concurrence de plus en plus forte. L’entrée en vigueur des Accords de partenariat économique (APE) et la levée des barrières douanières vont accroître l’offre. Les entreprises peuvent donc s’appuyer sur la RSE pour se dif-

férencier afin de consolider et conquérir de nouvelles parts de marché.

Souvent ignorés, les consommateurs sont l’une des parties prenantes importantes de la RSE. La réponse à leurs attentes et le suivi des relations clients sont des gages de fidélisation. L’autre atout de la Responsabilité sociétale des entreprises est la mobilisation du personnel autour d’un projet fédérateur. En effet, la valeur éthique est au cœur de la démarche RSE. Son déploiement est susceptible de remporter l’adhésion d’un maximum de collaborateurs autour de valeurs communes. Mais comment faire de la RSE, un outil stratégique du management de l’entreprise ? La première étape c’est la sensibilisation / formation.

## Le plus grand nombre de collaborateurs

Du comité de direction aux salariés de la dernière catégorie, il est très important de sensibiliser le plus grand nombre de collaborateurs à la responsabilité sociétale et ses enjeux pour l’entreprise. Cette démarche est indispensable pour la participation des salariés à la co-construction de la politique RSE, gage de réussite. Les dirigeants ont tendance à rédiger (ou faire élaborer) une politique RSE et ensuite l’imposer aux collaborateurs. C’est ce qui explique la

faible adhésion du personnel. L’opération de renforcement des capacités vise donc à mobiliser les parties prenantes internes autour du projet RSE.

Sur l’ensemble des 7 questions centrales, les salariés sont particulièrement concernés par les relations et conditions de travail. Mais leur engagement, implication et mobilisation seront déterminants pour la réussite du plan d’actions des six autres questions centrales. La formule « l’humain au centre de la démarche RSE » prend tout son sens. La cartographie des parties prenantes externes est une étape importante de l’élaboration de la stratégie RSE. Il est, en effet, difficile de mettre en exergue son engagement RSE sans tenir compte de ces derniers.

\* Associé et directeur de l’Institut Afrique RSE

---

**Souvent ignorés, les consommateurs sont l’une des parties prenantes importantes de la RSE. La réponse à leurs attentes et le suivi des relations clients sont des gages de fidélisation.**

## Pointe-Noire

**Une croissance pleine de défis**

Vue aérienne d’une partie du centre-ville de Pointe-Noire

Valloni Sita

Le visage de Pointe-Noire a changé ces deux dernières décennies. Démographie, superficie ... Rien n’est plus comme avant.

**Heliath Bat**

Ces deux dernières décennies, la ville de Pointe-Noire a connu une relative envolée démographique. Selon le cabinet Keios ayant travaillé sur son nouveau plan directeur, la ville océane congolaise a vu sa population passer de 750 mille à 1 million 200 mille personnes. Sa superficie a elle aussi considérablement évolué, bondissant de 50 mille hectares à 150 mille hectares. Les migrations résidentielles se sont traduites par l’essor des quartiers –généralement situés à la périphérie de la ville- sans services sociaux de base. S’y sont installés des fonctionnaires et salariés du privé mus par deux choses : le désir de propriété et la volonté d’échapper aux frais du loyer.

**Mobilité urbaine**

Pôle de stabilité, la capitale économique congolaise a vu surgir-et s’aggraver – le problème de la mobilité urbaine. Phénomène incluant l’accessibilité des zones, la capacité de circulation et de stationnement (vitesse, consistance des services, perception du confort et de la sécurité) le coût du transport.

Ses causes : l’absence d’un plan directeur de développement du tissu routier ; la croissance démographique ; la concentration des équipements socio-économiques au centre-ville ; des quartiers périphériques faisant office de simples dortoirs, insuffisance de transports publics, emprise très restreinte des routes, parkings de fortune et garages dans les endroits inappropriés.

**Mesures correctives**

Face aux sombres perspectives que laisse profiler cette dynamique, la réflexion, qu’elle émane des pouvoirs publics ou qu’elle soit le fait des cercles privés, émerge. Les pistes de solutions sont identifiées. Elles consistent pour la plupart en des réponses aux problèmes soulevés : proposition d’un plan directeur de développement des transports, suppression des parkings, élargissement des chaussées, covoiturage, choix de la multimodalité, récupération du réseau hydraulique... Pas une sinécure comme chantier.

ELEVAGE

# Mathurin Oboukangongo, du ciel à la terre

Convaincu du potentiel du marché du porc, Mathieu Oboukangongo veut imposer sa ferme porcine dans la cerce des plus importantes de son secteur. Un rêve qu’il construit pied à pied grâce à la poursuite des investissements.

**Herbert le Pic**

Située à Thiamba-Nzassi, à 35 km de Pointe-Noire, sur la route de la frontière avec le Cabinda, la ferme porcine Mathann ne manque pas d’objectifs audacieux. Bâtie sur une superficie de 5 hectares, elle envisage de faire parler d’elle d’ici à quelques années, à en croire son

propriétaire Mathieu Oboukangongo. Engagés il y a cinq ans, les premiers investissements ont permis d’y faire jaillir deux bâtiments de 15 m sur 60 m. Un est déjà dédié à une nurserie de 80 box d’engraissement. Production envisagée, 2500 porcs en 6 mois.

Les jalons de son exploitation qui emploie pour l’heure 5 personnes, Mathieu Oboukangongo les doit à la seule force de son portefeuille. La suite de l’histoire devrait toutefois s’écrire avec l’appui d’un établissement financier de la place. Il s’agira alors de financer la construction des autres modules de la ferme : l’abattoir, la chambre froide et le laboratoire.

## Large potentiel

L’homme, qui a renoncé à une confortable carrière dans l’aéronautique au Canada, y croit dur comme fer : le potentiel du marché du porc et de ses produits dérivés est des plus appétissants au Congo. Peu d’acteurs aux normes et une demande grandissante de la qualité, selon les résultats d’une enquête menée personnellement. « Mes rêves ne vont jamais s’arrêter si je ne vois pas tout cela fonctionner », promet, verbe dru et enthousiasme contagieux, celui qui s’est installé avec son épouse canadienne.



Mathurin Oboukangongo visitant les box d’engraissement

# DOSSIER

## ECOLE-ENTREPRISE L'INDISPENSABLE DIALOGUE

Ecole et entreprise. Un couple appelé en principe à s'engager dans une idylle harmonieuse. Un couple dont les deux partenaires ont, au Congo, pris plaisir à cultiver une distance. Outre sa mission universelle de façonner l'homme, l'école a pourtant vocation à irriguer l'entreprise en talents et compétences nécessaires à son développement. Par le jeu du renvoi d'ascenseur de bon aloi, l'entreprise est, elle, attendue sur le front de l'absorption des diplômés de l'école. Les deux, in fine, répondent à un enjeu sociétal : insérer la personne dans le tissu social qui, une fois exposé aux tensions, devient l'épouvante des communautés. Héritier d'une histoire

ayant réduit l'entreprise à la portion congrue, le Congo semble aujourd'hui faire l'expérience d'un réveil brutal. Et douloureux. Une jeunesse nombreuse, aspirant à l'emploi et un fonctionnariat, modèle phare d'absorption du chômage depuis des lustres, en pleine crise. Voici l'entreprise projetée en pleine lumière, porteuse d'espéros les plus divers. Voici l'école conviée à mieux intégrer les aspirations de l'entreprise. Quel est le constat à ce jour ? Quelles sont les initiatives qui émergent ici et là ? Ce dossier, loin d'être exhaustif, se veut juste un ballon d'essai dans le cadre d'une vaste réflexion. A mener aujourd'hui, demain et pour toujours.

Sylvestre Didier Mavouenzela

16

**Ecoles  
Le réveil ?**

18

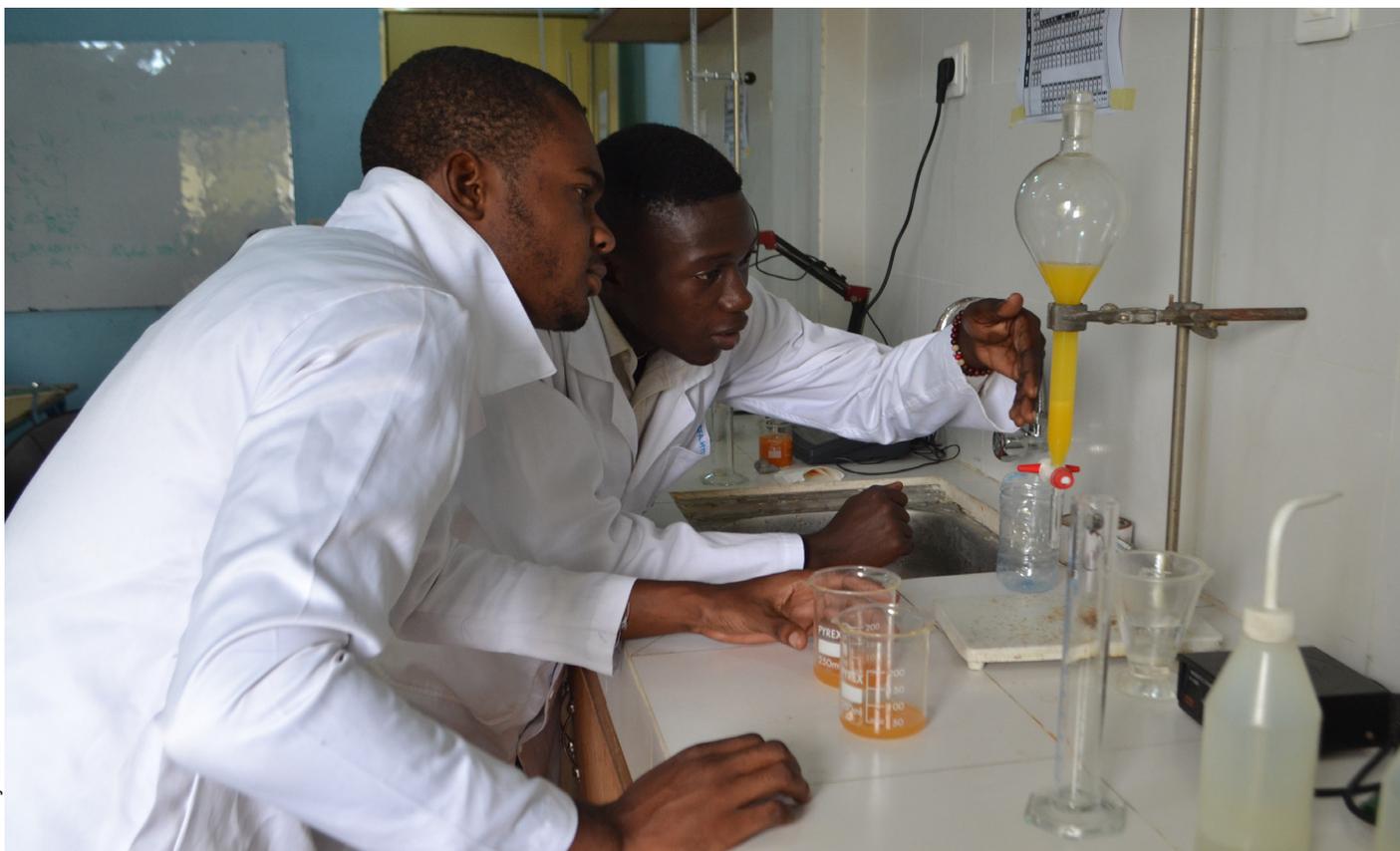
**EAD  
Une diversification  
au service de ses  
étudiants**

20

**L'exception  
Ucac-Icam**

22

**Le Cefa  
en mécanique  
automobile se  
projette en centre  
de référence**



Landry Bild

Des étudiants dans un laboratoire

## Ecoles Le réveil ?

A Pointe-Noire, l'école et l'entreprise se sont longtemps ignorées, au détriment des diplômés. Les prémices d'un réveil sont toutefois là. Reste à aller loin sur le chemin du dialogue, qui conditionne les progrès de l'insertion professionnelle.

**Christian Massamba**

**S**tève Mouyabi et Grâce Tchicaya, moins de 25 ans chacun, sont titulaires d'un BTS en banque et assurance. Sevrés de perspectives d'emploi dans leur spécialité, ils osent une reconversion dans l'action commerciale et le journalisme. Ils rient jaune quand ils évoquent leur histoire. « On nous a menés en bateau. Notre école nous a fait miroiter un bel avenir dans un secteur plein de promesses. Depuis, nous sommes pleins de désillusions », témoigne Grâce, partagé entre l'autodérision et la colère jugulée.

Stève et Grâce, deux symboles de la déconvenue endurée par un vaste bataillon de jeunes diplômés des écoles tech-

niques et professionnelles.

Cœur du réacteur de l'activité économique du Congo, la ville a vu exploser l'offre de formation dans ces deux domaines. Une tendance qui s'est accélérée avec les difficultés de l'université Marien Ngouabi, longtemps l'unique du pays : pléthore endémique des effectifs, climat social de moins en moins reluisant, filières dépareillées des aspirations de l'entreprise etc Au niveau de l'enseignement secondaire, 25 centres de formation sont actifs dans la capitale économique au titre de l'année en cours, selon le service Ecoles privées de la direction départementale de l'enseignement technique et professionnelle de Pointe-Noire. Standardisation des contenus des cours, équipements, qualité du corps enseignant : c'est le grand bazar. Un constat conforté par Albert Ngombé Okoko, chef de service écoles privées à la DDETP. « Quand on demande à ces écoles de nous faire parvenir leurs effectifs et leurs cours, très peu s'exécutent. Résultat, nous ne les contrôlons presque pas », soupire-t-il.

Un îlot à part, la sphère des écoles techniques et professionnelles de l'enseignement supérieur ? Pas vraiment. Et pour cause, elle est gérée ...depuis Brazzaville avec, à la clef, une latitude infinie à s'accommoder de la transgression. « D'un établissement à un autre, les diplômes délivrés ne reposent guère sur un même socle de compétences », regrette Philémon Malonga, ex-enseignant à l'Institut supérieur de gestion (ISG) de l'université Marien Ngouabi. Celui qui a été, dans une autre vie, promoteur de l'Institut supérieur de comptabilité

(ISC) est un contempteur assumé des enseignants officiant dans la plupart de ces écoles. « N'ayant toujours pas les moyens d'attirer les hauts profils, nos écoles se sont tournées vers les enseignants du secondaire, ce qui n'est pas normal », dénonce-t-il.

Et, toutes à leur objectif de rentabilité, beaucoup d'écoles se sont peu soucies des attentes du monde de l'entreprise. « On continue à former dans les filières dépassées. Aujourd'hui, on parle de plus en plus de la diversification économique avec des secteurs d'activité bien identifiés. Je ne crois pas que l'école se prépare à former les compétences capables de relever ce défi », doute un dirigeant d'entreprise, qui appelle les cadres de formation à être plus pratiques que théoriques.

## Une mue à l'œuvre

Dans ce long et sombre tunnel, un soupçon d'éclaircie point. Régulièrement exposés au grief de se muer en fabriques de sans-emploi, les centres de formation ponténégrins entament une mue. A pas comptés. Chez un large spectre d'acteurs, les initiatives s'enchaînent.

Le 3 février passé, l'Institut polytechnique chrétien(IPC) a lancé les Samedis du leadership et de l'entrepreneuriat. 7 jours plus tard, l'Institut universitaire de technologie d'Afrique centrale (Iutac) mettait un terme à la deuxième édition du café d'entreprise(Cafen). Deux ans plus tôt, l'Institut supérieur de comptabilité mettait fin à ses opérations « pour réfléchir à un projet qui formerait davantage des producteurs que des consommateurs ». L'Ecole africaine de développement(EAD) travaille à la mise en place d'un fonds destiné au financement des projets de ses étudiants. Au cœur de ces actions, un double mantra : se rapprocher de l'entreprise, en anticiper les besoins et développer l'auto-emploi chez nombre de formés. Objectif, s'atteler à la résolution du paradoxe d'une entreprise criant à la disette de talents et des diplômés confrontés au mur du chômage. Patron d'IPC, Joseph Mboundou s'est assigné un objectif ambitieux : aider les étudiants à financer, sur la base d'initiatives entrepreneuriales personnelles, leurs études dès la deuxième année !

## Aller plus loin

Si ces actions attestent un changement de cap, il faudrait transformer l'essai d'une dynamique plus collective. « Il serait inopérant que chaque école ait son action. Ce qu'il faut, c'est une démarche collective. Un cadre où les écoles dialogueraient avec les organisations du secteur privé », conseille un chef d'entreprise. Cela passe par la structuration d'un mouvement qui agglomérerait toutes les entités formatrices. Faute d'une rapide reconnaissance officielle, le Groupement des organismes de formation du Congo (Gofc) a fait long

feu. Avant sa relance, les espoirs sont portés sur la Convention nationale des écoles privées de l'enseignement supérieur(Cnepes). « Dans ce cadre, il ne faut pas limiter notre action aux aspects syndicaux ; une réflexion est impérieuse sur le renforcement du potentiel créateur d'emplois de nos écoles », suggère Jean-Claude Ibaka Yilas, directeur de l'Iutac. Mais au moment où les écoles empruntent le chemin de la refonte de leur logiciel, étudiants- et parents- gagneraient à bétonner leur armure face aux idées reçues. A leur niveau, l'effet de mode a souvent prévalu sur une analyse objective des perspectives d'une formation. « On a dû réorienter beaucoup d'étudiants de la première année. Quasiment tous voudraient entreprendre des études de transport et logistique, comme si c'était le nouvel eldorado », rapporte Jean-Claude Ibaka Yilas. Lequel rappelle que sa filière agriculture et élevage, lancée cette année, n'a enregistré aucun inscrit. Tout un message ...

---

**Etudiants- et parents- gagneraient à bétonner leur armure face aux idées reçues. A leur niveau, l'effet de mode a souvent prévalu sur une analyse objective des perspectives d'une formation.**

# EAD, une diversification au service de ses étudiants

L'un des cadres de formation les plus réputés de la ville, l'Ecole africaine de développement (EAD) a multiplié les initiatives pour employer ses propres étudiants, à qui elle instille la nécessité d'entreprendre. **Nayah Kartum Baba**



Landry Bild

Cours d'informatique à l'EAD

L'insertion professionnelle des étudiants constitue une vraie préoccupation pour l'état-major de l'Ecole africaine de développement (EAD). A Pointe-Noire, ce souci s'est d'abord traduit par l'amélioration des conditions d'études des apprenants. Ce qui justifie l'investissement, au quartier Mpita dans le premier arrondissement Emery Patrice Lumumba, dans un bâtiment R+2 sur 1200 m<sup>2</sup>. Et l'élargissement de son cercle de partenaires. La marque est par exemple point focal du Réseau international des établissements privés d'enseignement supérieur de l'espace CAMES (RIDEPES CAMES). Selon la direction de l'école, cette ouverture a pris en compte plusieurs

aires géographiques : UIT de Belfort (France) ; ISTA Bamako ; TIME (Tunisie) ; E2I Baganté (Cameroun) ; Université continentale de Libreville ; AUM (Libreville) ; Campus Education (Washington USA) ; SIAC (Chine).

Avec une moyenne annuelle de 1400 étudiants, dans trois parcours de formation- commercial, technologique et industriel, et face à un marché de travail sous tension, EAD a beaucoup misé sur le lancement des projets susceptibles d'employer les compétences qu'elle a elle-même formées. C'est le cas de DIC (Dynamique Informatique du Congo) qui développe des logiciels de gestion. Elle est à l'origine de celui qui gère

administrativement, financièrement et académiquement l'EAD. Elle a développé des logiciels pour le compte de Total E&P Congo, du ministère des Affaires étrangères, de certaines écoles, pharmacies, dispensaires et cabinets médicaux... Une marque de fiabilité de la formation dispensée, clame-t-on dans les étages dirigeants du groupe.

### Le recours aux étudiants formés

« Tous les travailleurs de DIC sont d'anciens étudiants de l'EAD », se félicite Charles Madzou, promoteur de cette école. La Société commerciale immobilière Mengo, elle aussi dans le périmètre de concentration du groupe formateur, n'échappe pas à cette tendance à l'emploi d'anciens étudiants. La société gère le projet éponyme voué à la construction de 164 appartements au village Mengo. C'est dans ce cadre que se déploie Constructa Congo. Présente dans le bâtiment et génie civil, elle accompagne la SCI Mengo dans la construction d'appartements. Elle exécute aussi des marchés dans le cadre de la construction dans certains quartiers de Pointe Noire.

La branche micro finance du groupe EAD (ECM- CONGO) est pilotée par ses étudiants. L'école œuvre par ailleurs à la mise en place d'un fonds dédié au soutien des projets des apprenants désireux de concrétiser leurs rêves.

« Faites le tour des entreprises, presque partout, vous rencontrerez nos fruits [étudiants], bien mûrs nous pensons. Nous pouvons être fiers », affirme Alphonse Kiemba, le directeur de l'EAD Pointe-Noire. S'ils se félicitent de ses résultats, les dirigeants de l'EAD, active à Pointe-Noire depuis octobre 2004, sont conscients du chemin qui reste à parcourir. Ils espèrent engranger les bienfaits du plan stratégique 2017-2022, dont ils gardent confidentiels les grands axes.

**Dynamique informatique du Congo a développé des logiciels pour le compte de Total E&P Congo, du ministère des Affaires étrangères, de certaines écoles, pharmacies, dispensaires et cabinets médicaux...**



143, Av. Moe Vangoula  
B.P. 595, Pointe -Noire

(+242) 22 294 12 30  
(+242) 05 777 77 63  
(+242) 06 660 43 04

servtec@servtec -congo.com  
www.servtec -congo.com




**SERVICES ET SOLUTIONS**  
Depuis 15 ans

**Prévention et Appui Lutte Incendie**  
Prévention des risques et vente d'équipement contre l'incendie

**Gestion RH & Assistance Technique**  
Personnel local et expatrié tous secteurs d'activité

**Formations**  
Sécurité et santé au travail

**Management QHSE**  
Accompagnement à la certification ISO






# L'exception Ucac-Icam

Un plateau technique de référence, un partenaire de poids, la confiance des grandes entreprises ... L'Institut Ucac-Icam, entité de l'université catholique d'Afrique centrale, détonne dans un univers où sont déplorées beaucoup de limites.

Jean Banzouzi Malonga



Valloni Sita

Une vue d'outils d'apprentissage à Ucac-Icam

L'institut Ucac-Icam est créé en 2002 à l'initiative de la Conférence des évêques d'Afrique centrale. Sa gestion administrative et pédagogique échoit à l'Icam (Institut catholique d'arts et métiers). Il forme des ingénieurs généralistes en sciences et techniques de l'industrie, des techniciens supérieurs en maintenance industrielle, et des techniciens supérieurs en développement durable. Il est implanté sur deux sites : à Pointe-Noire au Congo-Brazzaville pour le premier cycle

et à Douala au Cameroun pour le second. L'institut Ucac-Icam reçoit des étudiants en provenance du Tchad, Congo, Cameroun, RCA, RDC et Gabon.

A Pointe-Noire, il est situé en plein centre-ville, derrière le stade Franco Anselmi, où a été érigé son nouveau campus, fruit du soutien des entreprises de la place et de l'Agence française de développement. « De par la qualité de la formation dispensée et son ancrage dans les entreprises, il est incontestable

que l'Institut Ucac-Icam est le fleuron de la formation supérieure technique et professionnelle au Congo », estime un connaisseur du monde de l'école. Pour intégrer cet établissement, les candidats passent un concours très exigeant et sélectif, organisé simultanément dans tous les pays de la sous-région. L'école est ouverte aux non catholiques...

« Notre objectif est de former des jeunes ouverts au monde, et qui contribuent au développement de leur pays. Nous

faisons évoluer le contenu de notre formation et notre pédagogie pour promouvoir chez nos étudiants la capacité d'innovation et la fibre entrepreneuriale afin qu'ils soient non seulement des contributeurs mais surtout des leaders engagés dans les grandes entreprises, dans les PME comme dans les start-up », explique Yolande Moumpala la directrice déléguée de l'Ucac-Icam.

## Les formations à l'Ucac-Icam à Pointe-Noire

L'Ucac-Icam forme des ingénieurs généralistes par apprentissage, des techniciens supérieurs en maintenance des systèmes de production (options instrumentation pétrolière et développement durable), des ingénieurs process qui après la licence poursuivent en master Génie des procédés, ainsi que des ingénieurs Informatiques (options réseaux télécoms et logiciel)

En plus des cours théoriques et des travaux pratiques en laboratoire, la formation des ingénieurs généralistes contient des stages de découverte et d'intégration en entreprise. En fin de 1ère année à Pointe-Noire, l'étudiant est mis en situation d'opérateur de maintenance durant 5 semaines. Ensuite une autre période de 5 semaines en entreprise au milieu de la 2ème année, durant laquelle l'étudiant pilote un projet en faisant preuve d'initiative et d'autonomie. A partir de la 3ème année, l'étudiant intègre le second cycle à Douala qui dure 3 ans. Leur alternance commence à partir de la 4ème année, avec 50% de temps passé en entreprise et 50% de temps à l'Institut. L'apprentissage est financé à 60% par l'entreprise. A sa sortie l'étudiant obtient un diplôme d'ingénieur généraliste (incluant l'obtention du TOEIC : *Test of English for International Communication*).

La première formation des techniciens supérieurs concerne la maintenance des systèmes de production. Elle est sanctionnée par une Licence en Mainte-

nance industrielle, "option Instrumentation pétrolière". C'est un cycle de 3 ans de formation pluridisciplinaire à Pointe-Noire. Avec un stage opérateur et projet technicien en 1ère et 2ème année et 1 an de spécialisation. Le programme pédagogique de la formation est équilibré. Soit 50% de technologie, 25% de formation humaine et 25% de formation scientifique.

La seconde formation de techniciens supérieurs concerne le domaine du développement durable. Les étudiants sont admis dans un cycle de 2 ans à Pointe-Noire sur un tronc commun en Maintenance industrielle, et 1 an à Douala de spécialisation. Soit en énergétique (efficacité énergétique, énergies renouvelables), soit en préservation de l'environnement (traitement des effluents et des déchets). Les étudiants passent un stage opérateur en 1ère et 2ème année à Pointe-Noire, et soutiennent un projet de fin d'études en 3ème année à Douala. La formation est sanctionnée par l'obtention d'une licence professionnelle en Maintenance industrielle "option développement durable"

Ces formations de techniciens supérieurs répondent à une demande spécifique des entreprises.

Après l'obtention de la Licence, les étudiants ont la possibilité de passer à Douala un master 1 & 2 en "génie des procédés". Ce master vise à former des ingénieurs procédés qui choisiront les options énergie ou environnement. Les industries agroalimentaires sont sollicitées pour participer à cette formation au travers des stages et des cours dispensés par des professionnels.

Et c'est encore à Douala qu'est dispensée la formation des ingénieurs en informatique (en franchise avec l'école d'ingénieur française Cesi-Exia).

---

**un plateau technique que lui envieraient bon nombre d'instituts européens.**

## Soutien au financement des études

L'école présente un plateau technique que lui envieraient bon nombre d'instituts européens. Une garantie, entre autres, de la qualité de formation, à la base -en partie- des coûts assez élevés de la formation (entre 1, 6 million de FCFA et 2, 4 millions de FCFA)

Toutefois, dès le second cycle (en alternance), les frais de scolarité des étudiants sont généralement pris en charge par les entreprises, avec embauche à la clef. Un partenariat avec la banque Société générale, permet un système de prêt pour le financement des études.

L'Ucac-Icam a déjà formé environ 430 ingénieurs originaires des pays de la sous-région, dont près d'une centaine de Congolais et à peu près 784 techniciens supérieurs congolais. Pour un taux d'insertion avoisinant les 100%.



séance d'intitiation à la lecture des schémas électriques

C.Mass

# Le CEFA en mécanique automobile se projette en centre de référence d'ici à 2020

11 ans après le lancement de ses activités, le Cefa en mécanique automobile de la chambre consulaire de Pointe-Noire veut épouser l'air du temps. Un chantier réduit à deux priorités : l'évolution de son offre de formation et sa transformation en centre de ressources.

Herbert le Pic

Lancé en 2007, le Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage en mécanique automobile de la chambre consulaire de Pointe-Noire veut franchir un autre palier. Les contours de cette ambition sont détaillés

dans une vision dite Cefa 2020. Vision appelée à hisser cet établissement déjà formateur de plus de 220 apprenants au rang de centre de référence. Sa réalisation est l'un des fruits du programme de compagnonnage consulaire

sur son volet formation. Volet sur lequel la chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire a bénéficié de l'expertise de la chambre de métiers et de l'artisanat des pays de la Loire, en France.

### Trois enjeux

Trois enjeux sont au cœur de ce développement : former une main d'œuvre qualifiée pour les entreprises et les administrations ; poursuivre l'insertion professionnelle des apprenants dans les entreprises ou organisations ; répondre aux mutations de l'automobile.

Déjà sur les rails, cette transformation va s'appuyer sur cinq grands axes à savoir : le pilotage de la structure ; l'offre de services incluant la formation initiale et continue ; la matériel et l'équipement devant épouser l'air du temps ; les ressources documentaires ; l'évolution vers un centre de ressources documentaires pour les chefs d'entreprises et les apprentis.

### Offre de formation évolutive

Le centre souhaite impulser une évolution de son offre de formation. Au traditionnel certificat d'aptitude professionnelle (CAP) en maintenance des véhicules, devrait être associé un cycle sur trois ans. Ce dernier devrait s'appuyer sur une première année diplômante avec la préparation du Brevet d'études professionnelles (BEP) - maintenance des véhicules et des matériels.

Ce BEP pourrait être prolongé par le baccalauréat professionnel -maintenance des véhicules option A voitures.

En attendant cet horizon, le centre a déjà posé les bases de cette évolution à travers un éventail de nouvelles acquisitions. Le centre s'est récemment doté d'un outil de diagnostic multimarque, prenant en compte 99% des véhicules en circulation à travers le monde. « Nous voulons que les artisans mécaniciens s'en servent », espère Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la chambre consulaire de Pointe-Noire. A cet outil se greffe Atelio doc, qui, lui, est un condensé de la documentation comprenant les schémas électriques et les couples de serrage.

---

**Le centre s'est récemment doté d'un outil de diagnostic multimarque, prenant en compte 99% des véhicules en circulation à travers le monde.**

### Les artisans mécaniciens, une préoccupation pour la chambre consulaire de Pointe-Noire

La ville océane congolaise compte un grand nombre d'artisans mécaniciens disséminés à travers les quartiers. Mais sur eux rôde sans cesse le spectre de la disqualification en raison de leur situation à la lisière des évolutions technologiques qui bouleversent le secteur automobile. La déferlante de l'électronique est là pour en témoigner. Consciente de ce risque, la chambre consulaire de Pointe-Noire concocte à leur profit une série de programmes de soutien. En 2016, une vingtaine de ces acteurs ont été formés aux fondamentaux de l'accueil et de l'aménagement de leur espace de travail. Depuis 2017, le Cefa a organisé à leur intention une formation sur la lecture des schémas électriques et une autre dédiée à l'usage de l'outil de diagnostic multimarque.

Le souhait de l'institution consulaire est clair: que ces artisans mécaniciens s'appuient sur son centre pour y faire diagnostiquer les véhicules à un coût préférentiel.

Et depuis qu'elle a décidé de se pencher sur le sort de cette catégorie de mécaniciens, la chambre consulaire de Pointe-Noire ne renonce pas à son projet de concrétiser la mise sur pied d'une association professionnelle. Objectif: réunir ces acteurs autour des problématiques mieux à même d'endiguer l'érosion de leur capacité d'intervention sur les véhicules.

**H.P.**

APPUI

## Compagnonnage consulaire

# Trois ans d'une patiente transformation

Novembre 2017 a marqué le terme du processus de compagnonnage consulaire dont a bénéficié la chambre consulaire de Pointe-Noire. Une expérience dont elle n'a guère à rougir tant elle aura favorisé sa marche en avant.

**Charleime Ntadi**

Ex-cadre d'une société pétrolière, M. Pandi rencontre deux collaborateurs de la chambre consulaire de Pointe-Noire. Il ne peut dissimuler un sourire, accompagné de ces mots : « je sens que ça bouge chez vous. Continuez sur cette lancée ! ». Un satisfecit qui salue bien le nouvel état d'esprit à l'œuvre dans cette institution grâce au compagnonnage consulaire. Un mécanisme imaginé par la Conférence permanente des chambres consulaires francophones et françaises (CPCCAF) et visant à faire monter en professionnalisme une chambre par un homologue plus affûté. Dans le cas de la chambre consulaire de Pointe-Noire, il s'agit de la chambre de commerce et d'industrie de Nantes Saint-Nazaire, et celle des métiers et de l'artisanat des pays de la Loire, en France. Après un état des lieux, les axes de travail retenus ont été la gouvernance, l'appui aux entreprises et la formation. Au terme des trois ans de mise en œuvre, le compagnonnage consulaire aura dépeussieré cette institution. Attentif à la marche d'une maison dont il a pris les rênes il y a quelque temps, le président Sylvestre Didier Mavouenzela mesure le chemin parcouru au détour d'une formule lapidaire mais éloquent : « Le compagnonnage consulaire nous a fait



Advy Mazelot

### Restitution d'une mission d'appui par deux experts des chambres mentors

gagner 15 ans ! ».

Premier changement notable, la lisibilité -et la visibilité- du cap, indice d'une gouvernance mieux appréhendée. Grâce à la systématisation des réunions du bureau de la CCIAM, du comité de direction et des différents pôles d'activités, les efforts déployés sont constamment évalués, à la lumière des indicateurs mis en place. En plus, un plan stratégique de trois ans-2017-2019- réduit la marge d'approximation

### Nouvelle dynamique

Quant aux équipes, elles sont désormais

engagées dans une dynamique nouvelle, consolidée chaque jour davantage par une conscience des enjeux et des défis à relever. Missions, tâches, objectifs, calendrier... Tout est défini pour l'ensemble du personnel détenteur des fiches de postes et désormais soumis à un système d'évaluation.

Sur le volet appui, une offre de produits a été structurée : 12 prestations au départ. A cette première cordée se greffent la formation des primo-entrepreneurs sur les bases de la gestion et le Parcours de l'entrepreneur, au bénéfice des dirigeants d'entreprises à potentiel. Des conseillers

d'entreprises chargés des problématiques de leurs secteurs respectifs sont entrés en scène.

Sur la formation, le Cefa en mécanique automobile se prépare à apprivoiser un autre destin : devenir à l'horizon 2020 un centre de référence à l'échelle nationale. Orientation numérique, préparation du BET et du baccalauréat professionnel : c'est à une mini-révolution que ce centre qui prépare jusque-là au

certificat d'aptitude professionnelle s'ouvre.

Un des talons d'Achille de l'organisation depuis des années, la communication opère peu à peu sa mue. Avec notamment l'ambition de puiser le plus possible dans la panoplie des moyens modernes pour amplifier son efficacité.

### Conforter les bases

S'il est indéniable qu'un palier a été

franchi, la conscience que beaucoup reste à réaliser est plus que partagée dans les couloirs de la CCIAM. Où l'on se félicite déjà de l'impact de cette transformation sur la reconnaissance de cette structure dans le microcosme économique du pays. D'ailleurs, les challenges ne manquent pas qui sollicitent vigilance et mobilisation accrue des énergies. Et des talents...



www.apni-congo.org

www.apni-congo.org

APNI - novembre 2014

**CONTACT**

Délégation Générale de l'APNI  
Email : [apni.congo@gmail.com](mailto:apni.congo@gmail.com)  
Tél : 06 658 18 57 / 04 487 87 42  
Enceinte Chambre de Commerce de Pointe-Noire,  
sis au N°3, Boulevard Charles de Gaulles,  
BP 326, Pointe-Noire

**Pour l'émergence d'un tissu local de TPE/PME/PMI viables au Congo** 🇨🇩



## COMPETENCES



Advy Mazelot

Un groupe de dirigeants d'entreprise en pleine formation

## Parcours de l'entrepreneur

# Doper la performance des dirigeants d'entreprise

L'un des projets phares de la chambre consulaire de Pointe-Noire au titre de l'année écoulée, le Parcours de l'entrepreneur a labellisé 21 dirigeants d'entreprise. L'essai devrait être transformé cette année avec de nouvelles promotions.

Laye P. Dior

Pour la chambre consulaire de Pointe-Noire, la journée du vendredi 17 novembre revêt les atours d'une date exceptionnelle. Elle a en effet consacré le succès du projet pilote du Parcours de l'entrepreneur lancé le 7 mars 2017. Un accompagnement mis en œuvre dans le but de faire monter en compétences les dirigeants d'entreprise dans les principaux domaines du management. En réalité, c'est une réponse aux principaux défis entravant l'essor des entreprises congolaises : difficulté de structuration d'une vision ; pilotage approximatif des équipes ; carences de gestion ; laborieux dialogue avec les institutions financières. Sur la trentaine d'apprenants issus des secteurs d'activité les plus divers, 21 ont pu franchir l'étape de la labellisation. Une performance attribuée au respect d'un seuil d'assiduité. Pour eux, la journée a été amorcée par la

présentation des projets de développement de leur entreprise respective, autre élément inscrit dans les gènes de ce dispositif. Trois jurys constitués de chefs d'entreprise et de financiers ont été à la manœuvre. Ces derniers ont pu noter un changement de paradigme auprès des dirigeants ayant suivi la formation. « La plupart des projets à nous soumis portent des idées pertinentes qui méritent d'être accompagnées. Il faut maintenant expliquer le modèle économique, expliquer le besoin du marché... », s'est animé Luc-Emmanuel Zanghieri, directeur général d'Ofis, un acteur réputé des TIC au Congo. Même enthousiasme pour M. Boboua, un financier aujourd'hui actif chez Agrofab, une entreprise agroalimentaire. Pour les responsables d'entreprise, cette formation a été plus que bénéfique. Fiscalité, comptabilité, gestion des équipes...

les verrous de l'ignorance ont sauté. Ainsi que l'ont rappelé trois témoignages d'apprenants (Joel Système Obaya de DRTV Pointe-Noire ; Paterne Diabaka de BM Technologies, Marie Rose Poutya de XYZ ) lors de la cérémonie de remise de certificats. Occasion pour Stéphane Drobinski, cadre de la chambre de commerce et d'industrie de Nantes Saint Nazaire impliqué dans la réalisation de ce programme, d'encourager sa poursuite avec d'autres partenaires. Le volet pilote a été en effet subventionné par l'Agence française de développement (AFD), qui a financièrement appuyé le projet de compagnonnage consulaire ayant rendu possible ce dispositif. Présent à la cérémonie, Jean-Luc Delvert, Consul général de France au Congo, s'est félicité de l'esprit entrepreneurial affiché par les Congolais, de plus en plus animés par la volonté de réussir et de créer.

Quasiment à la fête, Bernard Ngazo, consultant constructeur du contenu pédagogique du Parcours, a vu un rêve prendre corps. « Avoir un secteur privé dynamique capable de soutenir le processus de la diversification de l'économie signifie qu'il faut avoir des managers formés qui ont une vision stratégique qui portent leurs projets, qui s'y identifient et qui ont un plan de développement, telle est la vocation du parcours de l'entrepreneur et aujourd'hui, nous pouvons dire que nous avons des managers qui sont prêts à relever le défi », s'est-il flatté.

### Autres dispositifs

En remerciant tous les intervenants ayant contribué à la réalisation de ce programme, Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la chambre consulaire de Pointe-Noire, a laissé entrevoir des perspectives rutilantes en projetant la mise en route d'autres dispositifs de soutien au profit des chefs d'entreprise.



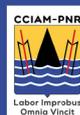
C. Mass

Les dirigeants d'entreprise labellisés à l'issue du Parcours de l'entrepreneur.

## Animation Economique

**Vos rendez-vous**  
d'échanges et de réseautage

- Mardi de l'entreprise**
- Petit-dejeuner consulaire**
- Destination-Pays**



CHAMBRE DE COMMERCE,  
D'INDUSTRIE, D'AGRICULTURE  
ET DES METIERS DE POINTE-NOIRE

## INFORMATION

# Chambre consulaire de Pointe-Noire

## Une application mobile pour mieux informer ses usagers

L'outil, qui s'ajoute à une panoplie d'instruments, est voué à améliorer l'accessibilité de l'information diffusée par l'institution.

**Albright Goma**

Rendre régulièrement compte de son activité et des évolutions de l'environnement économique. Une préoccupation de tous les instants pour la chambre consulaire de Pointe-Noire, consciente que la visibilité de son action gagnerait à être continuellement renforcée. Dans cette optique, elle vient de se doter d'une application mobile qui améliore l'accessibilité de l'information qu'elle diffuse. Développée par le groupe Ruchty Cadol (GRC Congo) porté par de jeunes loups des TIC, cette application est fonctionnelle sur les smartphones et les tablettes. Elle reprend le site web de la chambre consulaire de Pointe-Noire en alertant le destinataire de l'information des différents aspects de mises à jour qui y sont effectuées.

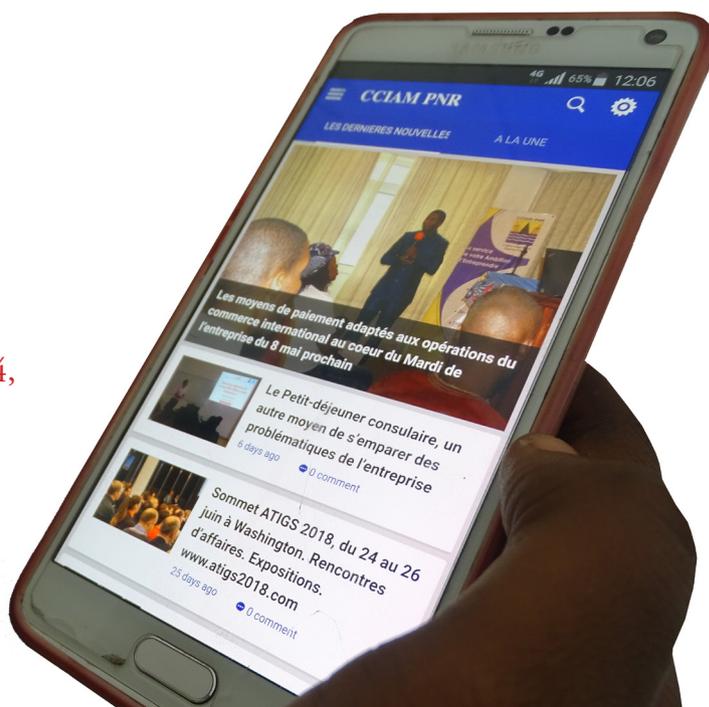
### Simple d'installation

Selon le système d'exploitation de son smartphone ou tablette, il faut aller dans l'application Play store ou Windows store. A partir de là, taper chambre de commerce de Pointe-Noire. Il ne restera plus qu'à cliquer sur le logo CCIAM-PNR et suivre les instructions jusqu'à la finalisation de l'installation. Avec cet outil, la chambre espère gagner un pari : se rapprocher un peu plus de ses usagers. Nombre d'entre eux se plaignent en effet d'être tenus à l'écart des programmes que l'institution déploie au profit de la communauté des affaires.

### La foi dans le numérique

Si la chambre consulaire de Pointe-Noire a investi dans une application mobile, c'est qu'elle croit de plus en plus aux vertus d'outils numériques pour booster l'efficacité de sa communication. Depuis 2014, elle a fait le pari des réseaux sociaux notamment Facebook et LinkedIn où ses contacts vont croissant. Elle diffuse par ailleurs une newsletter *Le Télégramme consulaire* à chaque actualité significative. Et dans ce domaine, la réflexion se poursuit.

**AG**



DECOUVERTE

# Le lac Lufua leba La pépite qui sommeille



C. Mass

Le lac Lufua Leba, connu sous le nom de lac Nanga, est toujours en quête de l'élan qui changera son statut. Les initiatives qui s'y développent peinent à en faire un lieu touristique. Au grand bonheur... des pêcheurs.

**Christian Massamba**

Samedi 3 mars 2018 à l'aube. Le lac Lufua Leba a les reflets d'une nappe d'acier létale. Il n'est troublé de loin en loin que par une procession de pirogues qui gagnent de façon indolente la berge. Appuyé sur sa canne, Serge Mavoungou, barbe de plusieurs nuits, est en attente de la moisson de son travailleur. « Quand j'ai été admis à la retraite, j'ai acheté ma pirogue. A cause de ma maladie, je l'ai confiée à un garçon avec qui je partage les revenus de la vente », relate-t-il avec verve. A l'aune de ses yeux mi-rieux mi-goguenards, et de son débit de mitraille, masque factice contre l'enthousiasme qui agite notre sexagénaire,

on lit l'étendue des espoirs liés à cette merveille de la nature. A la différence des années passées, aller au lac est devenu aisé. Sur une piste certes en terre vérolée de mares d'eau en saison de pluies, glissent bus et vélos. Source de vie, le lac Lufua Leba ? C'est peu de le dire. Perdu aux confins du village- désormais quartier du 6<sup>e</sup> arrondissement Ngoyo- dont il porte désormais le nom, cette étendue d'eau mesure 12 km de long et 3 km de large. Sa profondeur en période de crue de 7 mètres et de 3 mètres en décrue. Elle est le théâtre d'une activité multi-décennale : la pêche. Elle y est pratiquée sous plusieurs coutures : au filet, à la

nasse, à la ligne etc. A ce jour, près d'une centaine d'hommes vont quotidiennement à l'assaut de cette pépite touristique. Beaucoup de jeunes, peu d'hommes d'un certain âge, quelques enfants-pendant les vacances. Plusieurs espèces de poissons y sont pêchées : le silure, une variante de la sardinelle, des crabes, etc.



C.Mass

Infrastructures d'accueil des visiteurs du lac



C. Massamba

Des espèces qui font le bonheur des femmes réveillées aux aurores pour en faire l'emplette et revendre sur les marchés de la ville.

### Dévoreur

Mais dans un passé très lointain, le lac était réputé dévoreur d'hommes, notamment d'enfants. Un crocodile géant y semait l'épouvante, croquant à l'envi ceux qui s'y aventuraient. « Selon les riverains du lac, ce fut l'œuvre d'une âme sorcière », rapporte Joseph Goma, secrétaire de la zone Tchilemebi. Et c'est à la science du prophète Simon Zéphirin Lassy que l'on aurait dû la fin des manœuvres mortifères de l'insatiable reptile, poursuit la même source.

Domaine réservé des Congolais jusqu'au milieu des années 90, le lac a su enri-

chir le casting de ceux qui veulent le dompter. Il y vingt ans, c'était au tour des Maliens de lui faire les yeux doux. « Nous recevons tout le monde, se réjouit Serge Mavoungou. Nous sommes tous des Africains. » A quelques mètres de là, un autre son de cloche, moins bruyant mais plus empreint de colère contenue. « C'est le chef du quartier qui les a amenés ici. On a parfois des accrocs, mais que faire ? », grince un quadra tout juste extirpé de sa pirogue. Bataille du lac en vue ? Mystère. En revanche, à ses abords, elle prend peu à peu forme. Beaucoup de personnes ont acquis de terres alentours, rejoignant les premiers. Eux avaient le nez creux, attirés par le potentiel touristique de la zone. Dans cette catégorie figure le célèbre Mâ Vouala, un cheminot retraité

**Plusieurs espèces de poissons y sont pêchées.**

**Des espèces qui font le bonheur des femmes réveillées aux aurores pour en faire l'emplette et revendre sur les marchés de la ville.**

acqureur il y plusieurs années de nombreux hectares de terre au bord du lac. Il y a multiplié les activités, allant de la pêche sur étang à l'hébergement passant par le restaurant de Maboke (poissons cuits à l'étouffé). Les amateurs de la quiétude y ont fait une terre d'élection. Les spirituels en quête d'endroits propices à la méditation aussi. Ainsi, pèlerinage et séances spécifiques de prière s'y enchaînent. Sur ce créneau, il devra bientôt affronter un Français à l'origine d'un projet plus structuré.

A quel horizon ? Mystère là aussi.

### Convoitises

Toute la zone voit monter la fièvre de la construction. Ce qui ne manque pas de susciter des inquiétudes. Qu'advient-il de ce lac avec la pression des habitations qui s'intensifient peu à peu ? Ne sera-t-il pas pollué ?

Balayé par le vent de l'urbanisation, entre vie et envies, le lac Nanga n'en a pas fini d'écrire son histoire.



Tournage du film *La Pierre précieuse* de Saïd Bongo Tongo

## Cinéma congolais Les jeunes loups en quête de nouveaux horizons

Après plusieurs années d'hibernation pour diverses raisons, le cinéma congolais semble revivre avec la jeune classe des cinéastes et réalisateurs passionnés.

**Brice Hervé Mampouya**

Il est bien loin l'âge d'or du cinéma congolais. Bien loin le temps des films fondateurs comme *La Rançon d'une alliance* (1974) de Sébastien Kamba, le premier cinéaste congolais, mais aussi *La Chapelle* de Jean-Pierre Tchissoukou (1979) ou *Mpongo* de David-Pierre Fila (1982). Un cinéma qui, à ses débuts, a souffert de la précarité de moyens de production et proposait souvent des films au synopsis acceptable mais qui pêchaient par la très moyenne qualité. Et la disparition des salles de cinéma étatiques n'a fait que briser ce bel élan.

Aujourd'hui, la nouvelle génération, enthousiaste, volontaire et passionnée, présente des œuvres cinématographiques tournées vers la fiction et l'action. La vie en couple,

les vices et vertus, la morale, le quotidien occupent une place non négligeable dans ce cinéma qui, par moments, fait aussi usage des effets spéciaux épousant l'air du temps. C'est un cinéma rénovateur qui, sans se démarquer de la vieille classe, essaie de proposer une alternative vers la professionnalisation. Richi Mbebelé qui a réalisé *Subtile manipulation* et *Grave Erreur*, Albe Diaho avec son film *Le Choix*, Michael Gandoh, Saïd Bongo, Flaverick Beautresor qui a produit le film *Ta Papaye, le superman noir* etc... sont les porte-étendard à Pointe-Noire de ce cinéma renaissant. Des cinéastes qui n'attendent que respect et considération du public.

### Lauriers

Ainsi, les organisateurs des festivals de cinéma, pour honorer le talent de ces jeunes à qui il ne manque ni volonté, ni abnégation, les couvrent de temps à autre de lauriers. *Grave Erreur* de Richi Mbebelé a été plébiscité meilleur film il y a deux ans lors du festival du cinéma congolais Ya Beto. D'autres acteurs et réalisateurs ont aussi reçu des distinctions récompensant leur mérite lors de ce festival. Récemment Michael Thamsy, un des acteurs dans *Grave Erreur* a reçu le prix du meilleur acteur d'Afrique centrale à Ouagadougou.

Toutefois, malgré la bonne volonté des cinéastes, le 7e art congolais souffre toujours du manque de moyens de production professionnels et adéquats pour en faire un cinéma véritablement conquérant, capable de rivaliser lors des grands rendez-vous mondiaux du 7e art. La quasi-absence des producteurs, des mécènes, la non-assistance de l'Etat et le manque des subventions à cet art presque délaissé sont autant de freins qui bloquent l'éclosion véritable du cinéma congolais.

Qu'à cela ne tienne, les cinéastes se battent avec leurs modestes moyens en s'autoproduisant. Une entreprise pé-

rilleuse dont ils se seraient bien passés mais qui leur est imposée par l'environnement peu amène de l'art qui, parfois, sourit aux téméraires et précipite les frieux dans l'oubli fatal.

Il est indéniable aujourd'hui que pour la survie de ce secteur, la formation des acteurs, des réalisateurs et de tout autre intervenant dans l'industrie cinématographique à travers ateliers, séminaires

et stages est plus qu'impérieuse. Produire chaque année des films de qualité inciterait les sponsors et autres amoureux du 7e art à investir dans ce secteur. Cela va ainsi faire entrer le Congo dans le cercle très fermé des pays africains qui s'illustrent dans le domaine cinématographique à l'instar du Burkina Faso ou du Nigeria.

**Produire chaque année des films de qualité inciterait les sponsors et autres amoureux du 7e art à investir dans ce secteur.**

**Trois questions à Michael Gandho, créateur du label de production Bilili ya Africa films, primé meilleur réalisateur lors de la 3e édition du festival du cinéma congolais « Ya Beto ».**



**Courrier Economique : Quelles sont les difficultés que tu rencontres dans l'exercice de ta profession de cinéaste ?**

Michael Gandoh : Comme tous les artistes, je suis confronté à plusieurs difficultés, mais la plus grande est le manque de producteurs, car sans producteur il est évident qu'il ne peut y avoir de production, donc pas de films. La distribution est aussi une difficulté majeure que je rencontre après mes autoproductions.

**Comment vois-tu l'avenir du cinéma congolais ?**

Le cinéma congolais promet des jours meilleurs, mais il faut que nous augmentons le nombre de nos productions afin de répondre à la demande du marché.

Nous ne sommes pas encore arrivés au niveau des grands pays de cinéma c'est certain, mais il faut reconnaître que le cinéma congolais a beaucoup évolué ces dernières années et aujourd'hui on nous regarde différemment.

**Quelles sont tes perspectives ?**

Hormis mes productions de films, je compte lancer mon festival de court-métrage afin de booster la production cinématographique. Je reste persuadé que sans les productions de films, notre cinéma ne fera pas de parler de lui.



## Le code communautaire CEMAC de la marine marchande de 2012

Sous la direction d'Éric Dibas-Franck  
Préface de Martin Ndende

Collection Affaires maritimes et Transports

ISBN : 978-2-343-13748-3 • 25 € • 252 pages

Volontairement limité aux cinq ans d'application du code communautaire CEMAC de la marine marchande de 2012, cet ouvrage a pour ambition de montrer les ombres et les lumières d'un instrument communautaire renouvelé sur quelques-uns des grands problèmes juridiques qu'il pose ainsi que les difficultés de sa mise en œuvre.

Les auteurs réunis ici sont particulièrement représentatifs de l'investigation théorique et de la pratique quotidienne du code CEMAC. Certains en sont même les rédacteurs. Leurs contributions devraient permettre, à tous les juristes et économistes qui manifestent un intérêt pour la maritimisation des économies des pays de la CEMAC, de s'arrêter un instant, avec leurs auteurs, sur quelques-uns des défis qui restent à surmonter.

### AUTEURS

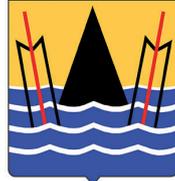
Eric DIBAS-FRANCK, Gaston NGAMKAN, Serge Cyrille ATONFACK, Jean-Félix MOUTHOU-TCHICAYA, Joseph NGUENE NTEPPE, Patrice BAZOLO, Paulette NGO MBOGBA, Elisabeth WAMBO MAGAMGO, Roland BEMBELLY, Claude COELHO.

#### CONTACT PROMOTION ET PRESSE

Virginie ROBERT  
7, rue de l'École Polytechnique 75005 Paris  
Tél 01 40 46 79 26  
virginie.robert@harmattan.fr

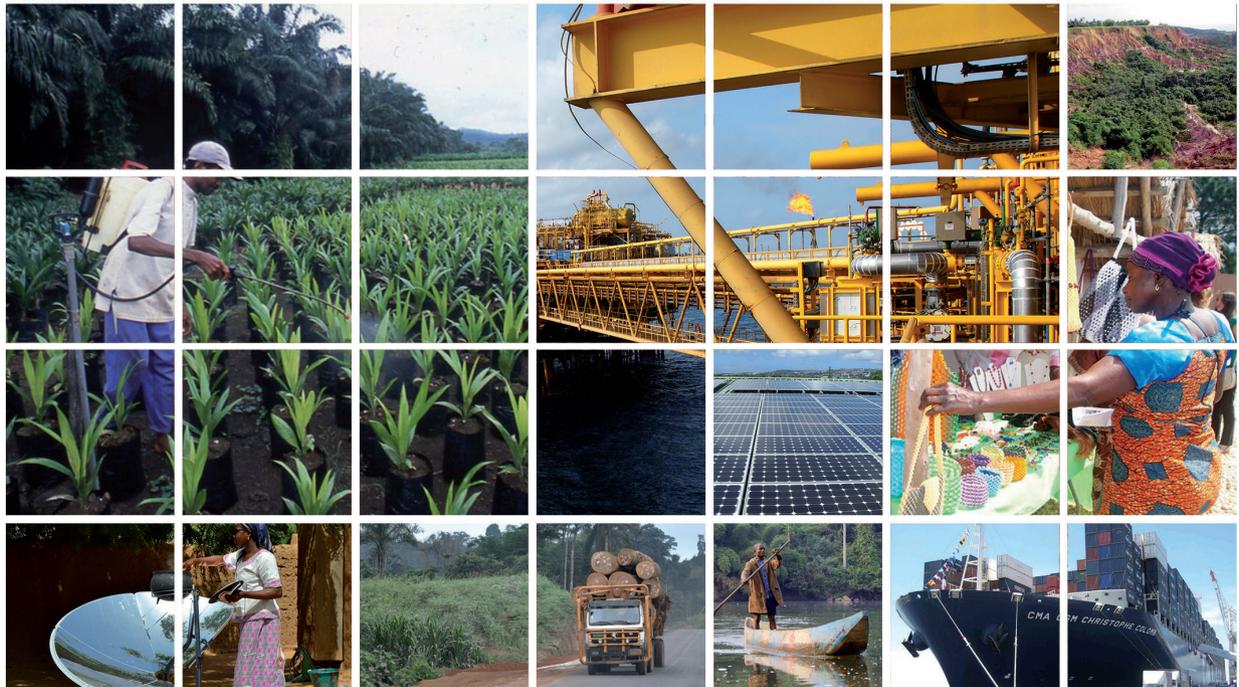


CCIAM-PNR



Labor Improbus  
Omnia Vincit

# CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, D'AGRICULTURE ET DES METIERS DE POINTE-NOIRE



**Au service de votre ambition d'entreprendre**

**INFORMER**

**ACCOMPAGNER**

**PROMOUVOIR**

**DEFENDRE**

35 Bd Charles de Gaulle, PB 665 Pointe-Noire - République du Congo

[www.cciampnr.com](http://www.cciampnr.com) / [info@cciampnr.com](mailto:info@cciampnr.com)

LinkedIn : chambre consulaire Pointe-Noire / Facebook : Chambre Consulaire De Pointe-Noire

Tél : +242 05 584 82 31 / +242 06 458 85 76